

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant recul de limite d'âge à titre personnel

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre V du livre V de la partie législative ;

Vu le [...]

(*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)*)

Vu le certificat médical concernant l'intéressé[e] ;

(*LE CAS ÉCHÉANT*)

Considérant que l'intéressé[e] a (à saisir) enfant(s) à charge à la date à laquelle [il (elle)] a atteint la limite d'âge d'emploi;

OU

Considérant que l'intéressé[e] était parent de trois enfants vivants à son 50ème anniversaire;

OU

Considérant que l'un des enfants à charge est atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80% ou ouvre droit à l'allocation adulte handicapé ;

(*LE CAS ÉCHÉANT SELON LA SITUATION DE L'INTÉRESSÉ(E)*)

Vu la demande de l'intéressé[e],

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade/GEF], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], bénéficie d'un recul de limite d'âge à compter du [...] et est autorisé[e] à ce titre à poursuivre son activité jusqu'au [...] inclus.

Article 2 : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]